

Communiqué de presse
Paris, le 22 mai 2026

Aux quatre-vingt deuxième jours du début de l'agression militaire des États-Unis et du régime sioniste contre la République islamique d'Iran, le service de la diplomatie publique de l'ambassade de la République islamique d'Iran en France souhaite porter à la connaissance des médias et de l'opinion publique les points suivants :

Aperçu général des événements des derniers jours

Quatre-vingt-quatre jours après le début de la troisième guerre imposée par les États-Unis et le régime sioniste contre l'Iran, la position officielle de Téhéran repose sur une combinaison de fermeté défensive et d'insistance sur une solution diplomatique. Le président de la République souligne que l'Iran a exploré toutes les voies permettant d'éviter la guerre et qu'il est resté fidèle à ses engagements, tout en qualifiant de « pure illusion » toute tentative de contraindre le pays à la reddition, par la force. Il présente une diplomatie fondée sur le respect mutuel comme la seule issue rationnelle, durable et moins coûteuse. Dans le même esprit, le ministre des Affaires étrangères affirme que la guerre comme la négociation s'inscrivent dans une même mission définie par le système, ajoutant que, contrairement à la propagande adverse, les décisions sont prises dans un cadre unifié et pleinement coordonné.

Sur le plan juridique et politique, le ton de Téhéran à l'égard des États-Unis et du régime sioniste demeure direct et sans ambiguïté. La représentation iranienne auprès des Nations unies rappelle que le seul pays ayant utilisé l'arme nucléaire dans l'histoire, et qui attaque aujourd'hui des installations nucléaires pacifiques placées sous garanties internationales ainsi que des infrastructures civiles, ne possède aucune légitimité pour se présenter comme accusateur ou juge des autres. Lors de la réunion du Conseil de sécurité, l'ambassadeur iranien a dénoncé l'incapacité du Conseil à agir en raison des blocages d'un membre permanent agresseur, avertissant que les menaces répétées du président américain — allant de « ramener l'Iran à l'âge de pierre » jusqu'au ciblage de ses infrastructures énergétiques, voire à l'effacement de la civilisation iranienne — ne sauraient rester sans réponse ; Surtout dans une situation où le régime sioniste (soutenu par les États-Unis), à travers des massacres massifs sans discrimination, est devenu « le plus grand tueur de civils », et où la protection des populations civiles constitue, au regard du droit international humanitaire, une obligation juridique et non un simple slogan politique.

Sur le terrain et à l'échelle régionale, le rôle de l'Iran dans le golfe Persique et le détroit d'Hormuz demeure central. La rencontre entre le président iranien et le commandant en chef de l'armée, ainsi que l'accent mis sur le renforcement de la dissuasion, la remise en condition des unités et le maintien de l'état de préparation opérationnelle même durant le cessez-le-feu, montrent que Téhéran considère cette guerre comme un affrontement de longue durée et non comme une crise passagère. Parallèlement, la définition officielle du périmètre de supervision du détroit d'Hormuz et l'obligation faite aux navires de coordonner leur passage avec la « Direction de la voie navigable du golfe Persique » dessinent un nouveau cadre de régulation maritime. Le rapport de la marine des Gardiens de la Révolution faisant état du passage de plus de trente pétroliers et navires commerciaux en vingt-quatre heures transmet, dans le contexte actuel de fortes tensions, le message selon lequel l'Iran, tout en faisant face à l'agression, se considère également responsable de la sécurisation des voies du commerce mondial et entend conserver l'initiative dans ce passage stratégique.

Concernant les pertes et destructions, l'accent est mis sur les atteintes portées aux capacités scientifiques et sanitaires du pays : dommages subis par des dizaines d'universités et par les infrastructures d'intelligence artificielle de l'université Sharif, ou encore attaque contre l'Institut Pasteur d'Iran qui, selon les avertissements de la revue médicale The Lancet, menace la sécurité

sanitaire de l'ensemble de la région. Dans cette lecture iranienne des événements, cibler de telles institutions ne relève pas seulement de la destruction matérielle, mais constitue une atteinte directe au droit à la santé, au droit au savoir et au droit à la vie, et relève des crimes de guerre. À côté de ces scènes, diverses manifestations de solidarité intérieure et internationale — de l'hommage rendu aux enfants de Minab au Festival de Cannes à la présence de dizaines de journalistes à l'école Shajareh Tayyebeh — cherchent à montrer que le récit iranien trouve un écho dans l'opinion publique mondiale et que la mémoire des victimes devient une force mobilisatrice dans la quête de justice.

Enfin, sur le plan économique et énergétique, les répercussions de la crise du golfe Persique se reflètent avant tout dans le marché européen du gaz et dans l'indice TTF, où les inquiétudes liées au transit des cargaisons de GNL et de liquides gaziers via Hormuz ont accentué la volatilité et maintenu les prix à des niveaux élevés, transférant ainsi une pression croissante sur les marchés de l'électricité et les industries fortement consommatrices de gaz. Parallèlement, les avertissements des organisations internationales concernant le ralentissement de la croissance en Asie occidentale rappellent que le véritable coût de la guerre dépasse largement les lignes de front militaires et finit par s'inscrire durablement dans la vie quotidienne des populations et dans la structure économique des États.

1. Dernières déclarations des responsables iraniens

Dr. Masoud Pezeshkian, président de la République islamique d'Iran

L'Iran a toujours respecté l'ensemble de ses engagements et a également exploré toutes les voies permettant d'éviter la guerre. Toutes les options demeurent ouvertes du côté iranien. Contraindre l'Iran à la capitulation par la force n'est rien d'autre qu'une illusion. Une diplomatie fondée sur le respect mutuel est moins coûteuse, plus rationnelle et plus durable que la guerre.



Masoud Pezeshkian @drpezeshkian

Iran has consistently honored its commitments and explored every avenue to avert war; all paths remain open from our side. Forcing Iran to surrender through coercion is nothing but an illusion. Mutual respect in diplomacy is far wiser, safer, and more sustainable than war.

Seyed Abbas Araghchi, ministre des Affaires étrangères

Partout où il sera nécessaire de combattre, nous combattrons ; partout où il sera nécessaire de négocier, nous négocierons. Chacun d'entre nous a reçu une mission de la part du Etat, et notre mission s'inscrit pleinement dans cette voie, en totale coordination avec l'ensemble du Etat et les objectifs qu'il poursuit.



Esmail Baqaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

Les images montrant le ministre extrémiste du régime israélien au port d'Ashdod, humiliant personnellement les militants menottés du convoi humanitaire « Aide à Gaza », sont profondément choquantes. Ces images ravivent de douloureux souvenirs historiques ; une époque où le régime nazi, après avoir longtemps bénéficié d'une impunité absolue pour ses crimes, se considérait comme une exception, exempt de toute responsabilité et au-dessus des lois. Si l'Occident continue d'approfondir le fossé entre les valeurs qu'il prétend défendre et ses comportements concrets, il devra s'attendre à voir se répéter les leçons impitoyables de l'Histoire. Accorder une immunité sans fin et garder le silence face à l'intimidation et aux violations du droit ne conduira jamais à modérer de tels comportements.



Esmail Baqaei @IRIMFA_SPOK · 2h

Attache la traduction @

The images of an Israeli regime's minister at Ashdod Port personally humiliating handcuffed humanitarian activists from the "Aid to Gaza" flotilla (many of them European citizens) are profoundly shocking. They evoke the darkest echoes of history—moments when a regime, long protected from accountability, comes to see itself as exceptional, unaccountable, and above the law.

In the 1930s, Europe comforted itself with the illusion that it could remain silent—and immune—in the face of systematic degradation of human dignity, international law, and the most basic moral principles, without ever paying a price. History delivered a brutal lesson: the normalization of lawlessness and atrocity never remains confined to its original target.

Today, the real danger extends far beyond certain conduct of an Israeli regime's official. The deeper issue lies in the complicit silence, passive acceptance, and institutionalised inaction vis-à-vis occupation, apartheid and genocide that have granted such policies & behaviour an appearance of normalcy, continuity, and growing audacity.

If the West continues to widen the gap between its proclaimed core values and its actual conduct, it will once again have to learn history's harsh lesson: endless impunity does not moderate lawlessness—it normalizes atrocity and emboldens its perpetrators.



L'ambassadeur d'Iran auprès des Nations unies lors de la réunion du Conseil de sécurité

Le Conseil de sécurité a échoué à assumer ses responsabilités face à ces violations flagrantes, en raison des manœuvres obstructives d'un membre permanent qui est lui-même l'agresseur. Le Conseil de sécurité ne doit pas rester silencieux ou indifférent face aux menaces répétées et quotidiennes du président américain contre l'Iran, notamment la menace explicite de bombarder l'Iran et de le « ramener à l'âge de pierre », de détruire les infrastructures énergétiques, économiques et industrielles du pays, de cibler les scientifiques nucléaires et les hauts responsables iraniens, ainsi qu'aux discours et menaces visant à détruire la civilisation iranienne. Le régime sioniste est le plus grand meurtrier de civils au monde. La protection des civils n'est pas seulement une préoccupation humanitaire ; elle constitue également une obligation juridique contraignante au regard du droit international humanitaire, des Conventions de Genève et de la Charte des Nations unies.



La Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès des Nations unies

Les États-Unis sont le seul pays de l'Histoire à avoir utilisé des armes nucléaires et portent eux-mêmes la responsabilité des attaques contre des installations nucléaires pacifiques placées sous les garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que du ciblage de civils et d'infrastructures civiles. En réalité, le criminel et le voleur jouent désormais le rôle du procureur et du juge, tout en tentant de blanchir leurs propres crimes.



2. Crise dans le détroit d'Ormuz et dans la région

Le président de la République islamique d'Iran, Dr Massoud Pezeshkian, lors de sa rencontre avec le commandant en chef de l'armée, tout en saluant les performances des forces armées face aux « agressions des États-Unis et du régime sioniste », a insisté sur la poursuite du soutien global du gouvernement au renforcement des capacités de défense, à la modernisation des équipements et au développement de la dissuasion. Il a estimé que l'état de préparation opérationnelle, la cohésion du commandement et les réponses « fermes et dissuasives » des forces armées avaient empêché les ennemis d'atteindre leurs objectifs. Lors de cette rencontre, l'accent a également été mis sur le maintien de la préparation militaire durant la période de cessez-le-feu, la reconstitution des unités ainsi que le renforcement de la coordination et des capacités opérationnelles des forces armées ; un sujet qui témoigne de l'attention accordée par l'Iran au maintien de sa préparation défensive et au renforcement de ses capacités de dissuasion dans un contexte régional sensible.



Autorité de gestion de la voie navigable du Golfe Persique

Le périmètre de supervision et de gestion du détroit d’Hormuz a été défini entre la ligne reliant le mont Mobarak en Iran au sud de Fujairah aux Émirats arabes unis, à l’est du détroit, et la ligne reliant l’extrémité de l’île de Qeshm en Iran à Umm al-Qaiwaïn aux Émirats arabes unis, à l’ouest du détroit. La circulation dans cette zone pour le transit par le détroit d’Hormuz nécessite une coordination avec l’Autorité de gestion de la voie navigable du Golfe Persique ainsi qu’une autorisation délivrée par cette instance.



Commandement de la marine des Gardiens de la Révolution

Au cours des dernières vingt-quatre heures, 31 navires, comprenant des pétroliers, des porte-conteneurs et d’autres bâtiments commerciaux, ont traversé le détroit d’Hormuz sous coordination et protection de la marine des Gardiens de la Révolution. Malgré l’agression de l’armée terroriste américaine et l’instauration d’une insécurité sans précédent dans l’ensemble du Golfe Persique, et plus particulièrement dans le détroit d’Hormuz, la marine des Gardiens de la Révolution a cherché à mettre en place un corridor défini et sécurisé afin de garantir le passage des navires et la continuité du commerce mondial.



3. Actions provocatrices

Sanctions contre l’ambassadeur d’Iran au Liban et plusieurs responsables et citoyens libanais

Le département du Trésor américain a annoncé, dans un communiqué de presse, des sanctions visant des personnes qu’il qualifie de responsables affiliés au Hezbollah, les accusant d’entraver le processus de paix et de désarmement. L’ambassadeur de la République islamique d’Iran à Beyrouth figure parmi les personnes sanctionnées.



Communiqué du ministère des Affaires étrangères condamnant la récente mesure de sanctions

Le ministère des Affaires étrangères de la République islamique d’Iran condamne avec la plus grande fermeté la décision illégale et injustifiée du département du Trésor américain de sanctionner Mohammad Reza Raouf Sheibani, ambassadeur désigné de la République islamique d’Iran à Beyrouth, et considère cette mesure comme un nouvel exemple du comportement hors-la-loi et du mépris des dirigeants américains à l’égard des principes fondamentaux du droit international et de la Charte des Nations unies, en particulier du principe fondamental du respect de la souveraineté nationale des États.



Le ministère des Affaires étrangères condamne également avec la plus grande fermeté la décision des États-Unis de sanctionner plusieurs représentants du Hezbollah au Parlement libanais, des responsables du mouvement Amal ainsi que plusieurs responsables militaires et sécuritaires libanais. Ces mesures méprisables visent à affaiblir la souveraineté nationale du Liban et à semer la discorde au sein de la société libanaise ; elles témoignent également de la poursuite de la

complicité des dirigeants américains avec le régime sioniste agresseur et occupant dans la continuation de l'agression militaire et la perpétration de crimes odieux contre le Liban.

Il ne fait aucun doute que les différents groupes et composantes de la société libanaise, en préservant leur unité et leur cohésion nationales, défendront la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale du Liban et feront échec aux objectifs malveillants du régime sioniste en mettant fin à son occupation et en repoussant ses agressions contre le Liban.

La République islamique d'Iran demeure résolue à renforcer ses relations amicales et historiques avec la République libanaise dans différents domaines et dans l'intérêt des deux peuples.

4. Pertes humaines et dégâts matériels

Le vice-ministre des Sciences, de la Recherche et de la Technologie

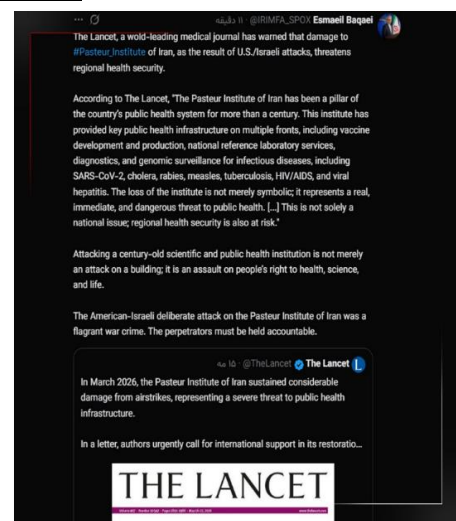
Au cours de la récente guerre, 30 universités ainsi qu'environ 160 centres et sites scientifiques ont subi des dommages. À l'Université de technologie Sharif en particulier, une partie des infrastructures liées à l'intelligence artificielle ainsi que des équipements informatiques datant de plus de cinquante ans ont été détruits. Ces dégâts, au-delà des pertes directes, ont également eu des répercussions importantes sur les entreprises partenaires de ces centres. Malheureusement, certaines universités ont subi des dommages extrêmement lourds.



Esmail Baqaei, porte-parole du ministère des Affaires étrangères

La prestigieuse revue médicale The Lancet a averti que les dommages causés à l'Institut Pasteur d'Iran à la suite des attaques des États-Unis et du régime sioniste mettent en danger la sécurité sanitaire de toute la région. Selon The Lancet, « l'Institut Pasteur d'Iran constitue depuis plus d'un siècle l'un des piliers fondamentaux du système de santé du pays. Cette institution joue un rôle essentiel dans la production et le développement de vaccins, les services de laboratoires de référence, le diagnostic des maladies ainsi que la surveillance des maladies infectieuses et transmissibles, notamment le Covid-19, le choléra, la rage, la rougeole, la tuberculose, le sida et les hépatites virales. Les dommages infligés à cette institution ne représentent pas seulement une perte symbolique, mais une menace sérieuse et immédiate pour la santé publique. [...] Cette situation ne concerne pas uniquement l'Iran et pourrait affecter la santé publique dans l'ensemble de la région. »

L'attaque contre un centre scientifique et sanitaire fort de plus d'un siècle d'existence ne constitue pas seulement une attaque contre un bâtiment ; elle représente également une atteinte au droit à la santé, au droit d'accès au savoir et au droit à la vie du peuple iranien. L'attaque menée par les États-Unis et Israël contre l'Institut Pasteur d'Iran constitue un exemple manifeste de crime de guerre, et ses auteurs doivent être tenus pour responsables et punis.



5. Solidarité avec l'Iran

Tehran Times

Un groupe de directeurs de festivals internationaux ainsi que de responsables de sociétés cinématographiques étrangères ont signé le livre de commémoration des enfants innocents de Minab lors de leur visite au pavillon iranien du Festival de Cannes 2026.



Présence des médias internationaux sur le lieu du massacre des enfants de Minab

Environ 60 acteurs des médias nationaux et internationaux se sont rendus à l'école Shajareh Tayyebeh de Minab dans le cadre du programme Iran Plus afin de relater la vérité sur les événements. Les journalistes étrangers ont également rencontré et échangé avec les familles des élèves martyrs ainsi qu'avec les survivants du crime terroriste américain commis dans cette école. Plusieurs familles des victimes de Minab, tenant les portraits de leurs enfants, se sont également exprimées devant les journalistes étrangers sur les différentes dimensions de ce crime.



6. Lutte contre la propagande, la guerre psychologique, les mensonges et les tentatives de manipulation de l'opinion publique

Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies

Les militants de la flottille Soumoud ont démasqué Israël aux yeux du monde

. Leur arrestation constitue un acte de piraterie maritime et une violation du droit international. La réaction des pays européens face aux agressions israéliennes contre les militants de la flottille Soumoud est intervenue avec retard. Le moment est venu pour les pays arabes de suspendre leur coopération avec Israël et d'exercer des pressions sur Tel-Aviv. Israël doit être contraint à respecter le droit international. Quatre mille Palestiniens ont disparu après leur arrestation par Israël, et Ben Gvir (ministre de la Sécurité intérieure du régime sioniste) porte la responsabilité première de cette situation. Israël torture les Palestiniens. Ce comportement d'intimidation résulte de l'absence de toute reddition de comptes.



Convocation des ambassadeurs d'Israël dans plusieurs pays occidentaux après la diffusion des images controversées des membres de la flottille Soumoud

Plusieurs pays européens ont convoqué les ambassadeurs du régime sioniste et demandé des explications à la suite du traitement controversé et humiliant infligé par les autorités et forces israéliennes aux militants de la « flottille internationale Soumoud ».

La France et les Pays-Bas, condamnant les images diffusées des personnes arrêtées, ont convoqué les ambassadeurs israéliens et exigé des explications officielles. L'Espagne a également convoqué le chargé d'affaires israélien pour protester contre le traitement réservé aux militants de cette flottille. L'Allemagne a estimé que le comportement à l'égard des militants de cette flottille était contraire aux valeurs fondamentales, tandis que le Portugal, tout en condamnant les actions entreprises, a annoncé des démarches pour obtenir la libération de ses ressortissants arrêtés. La Turquie a condamné les violences verbales et physiques commises par Itamar Ben Gvir

(ministre israélien de la Sécurité intérieure) contre les militants de cette flottille après leur interception dans les eaux internationales.

Le ministère britannique des Affaires étrangères a également annoncé avoir convoqué le chargé d'affaires du régime sioniste à la suite de la diffusion par Itamar Ben Gvir d'une vidéo qualifiée de « provocatrice ». Londres a en outre condamné avec fermeté les comportements et déclarations de Ben Gvir contre les participants de la « flottille internationale Soumoud » et jugé inacceptable le fait de tourner ces militants en dérision. Le gouvernement finlandais a demandé au régime israélien de fournir des explications sur le traitement réservé aux militants arrêtés de la flottille envoyée vers Gaza (Soumoud). Helsinki a également demandé une rencontre urgente avec l'ambassadeur israélien. Selon des sources officielles, trois citoyens finlandais figurent parmi les personnes arrêtées.

Le président du Conseil européen et la haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères ont qualifié d'absolument inacceptables les insultes proférées par Ben Gvir à l'encontre des militants arrêtés de la flottille humanitaire. Le Canada a convoqué l'ambassadeur du régime sioniste au sujet de l'enlèvement et de la détention des militants de la flottille internationale Soumoud. Le Premier ministre canadien a déclaré que « son pays avait déjà imposé de lourdes sanctions à Ben Gvir, comprenant le gel de ses avoirs et une interdiction de voyage, en réponse à ses incitations répétées à la violence ».

Associated Press (AP) et Washington Post

Malgré les menaces répétées, les pressions économiques et même les actions militaires américaines, l'Iran n'a jusqu'à présent pas accepté de revenir sur ses positions fondamentales concernant son programme nucléaire, ses capacités balistiques et ses relations avec les forces alliées dans la région. Alors que Donald Trump et son entourage cherchent à présenter la situation comme un succès de la politique de pression maximale, aucun signe ne montre que Téhéran ait accepté les principales exigences de Washington.

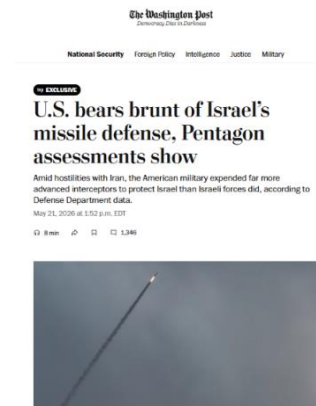
Parallèlement, le contrôle et l'influence de l'Iran sur le détroit d'Hormuz continuent d'être considérés comme l'un des principaux leviers de pression de Téhéran, suscitant de sérieuses inquiétudes quant à la sécurité énergétique, au marché pétrolier et à la hausse des prix des carburants. Dans l'ensemble, la situation actuelle



ressemble davantage à une impasse stratégique dans laquelle ni les États-Unis n'ont atteint leurs objectifs déclarés, ni l'Iran n'a montré de signe de changement de cap.

Washington Post

Au cours de la guerre contre l'Iran, les États-Unis ont joué un rôle extrêmement important dans la défense antimissile d'Israël et ont mobilisé une grande partie de leurs intercepteurs les plus avancés pour contrer les attaques de missiles iraniennes. Plus de 200 intercepteurs du système THAAD ainsi que des dizaines de missiles intercepteurs maritimes SM-3 et SM-6 ont été tirés par les forces américaines ; une opération qui a entraîné une réduction significative des stocks de défense antimissile des États-Unis et accru les inquiétudes concernant la préparation militaire américaine sur d'autres fronts, notamment en Asie. Parallèlement, des inquiétudes émergent à Washington concernant les coûts croissants du soutien militaire à Israël et les capacités limitées de l'industrie de défense américaine à remplacer rapidement ces intercepteurs. Les évaluations militaires montrent qu'une part importante du fardeau de la défense antimissile durant ce conflit a, en pratique, reposé sur les forces et systèmes américains.



CNN

Les nouvelles pressions exercées par l'administration Trump contre Cuba, allant du renforcement des sanctions à l'inculpation de Raúl Castro, âgé de 94 ans, sont interprétées comme une tentative d'afficher la puissance de la politique étrangère américaine après l'impasse dans le dossier iranien. Dans le climat politique de Washington, certains estiment que Trump cherche à Cuba un succès qu'il n'a pas obtenu face à l'Iran ; Téhéran n'ayant renoncé ni à son programme nucléaire et balistique, ni accepté les principales exigences américaines sous la pression militaire et économique.



Dans le même temps, toute escalade des tensions ou toute action militaire contre Cuba est considérée comme comportant des risques politiques et sécuritaires importants, en particulier dans un contexte où les États-Unis sont déjà confrontés simultanément à plusieurs crises extérieures et à une aggravation des pressions économiques liées aux tensions mondiales.

7. Situation du marché de l'Énergie

Au cours des deux derniers jours, l'évolution du marché de l'énergie s'est principalement reflétée dans le comportement des prix du gaz en Europe, en particulier de l'indice TTF. À la suite du renforcement des inquiétudes concernant la sécurité du transit des cargaisons de GNL et de liquides gaziers depuis la région du Golfe Persique et le détroit d'Hormuz, le TTF s'est négocié les 21 et 22 mai 2026 à des niveaux supérieurs à la moyenne des derniers mois, tandis que son amplitude de fluctuation s'est également accrue. Ces évolutions montrent que le marché gazier européen demeure extrêmement sensible à toute nouvelle information relative aux risques d'approvisionnement sur les routes maritimes, sensibilité qui se transmet directement au marché de l'électricité ainsi qu'aux industries fortement consommatrices de gaz.



Sur le marché du pétrole brut, bien que l'attention médiatique soit principalement concentrée sur les évolutions des prix du Brent et du WTI, la tendance générale observée les 21 et 22 mai traduit davantage une stabilisation à des niveaux élevés qu'une nouvelle flambée des prix. Le Brent a continué d'évoluer dans une zone proche des sommets enregistrés ces derniers jours, avec une prime de risque liée au transit par le détroit d'Hormuz toujours perceptible dans les prix. À l'inverse, le pétrole brut américain (WTI), davantage influencé par les facteurs internes nord-américains ainsi que par les anticipations de croissance économique et de demande régionale, reflète moins directement le risque géopolitique dans le Golfe Persique. L'écart de plusieurs dollars entre les deux indices illustre cette différence de perception des risques.

Concernant les autres flux dépendants du détroit d'Hormuz, les rapports indiquent que les exportations de plusieurs catégories de produits énergétiques et de matières premières, notamment le GNL, le GPL, les produits pétroliers raffinés ainsi qu'une partie des cargaisons de vrac sec telles que les engrais chimiques, ont subi des perturbations en termes de volumes et d'itinéraires. Une partie des cargaisons a été redirigée vers des routes plus longues ou des points de départ alternatifs, ce qui entraîne une hausse des coûts de transport et des primes d'assurance maritime, tout en allongeant les délais d'acheminement vers les marchés consommateurs. Cette situation se traduit finalement par une pression accrue sur les coûts des industries énergivores et des chaînes d'approvisionnement.

À court terme, le marché fait face à une combinaison de prix élevés et d'une volatilité accrue, obligeant les acteurs à intégrer différents scénarios liés à la poursuite ou à l'atténuation des risques autour d'Hormuz dans leurs décisions. À plus long terme, la principale interrogation porte sur la capacité de cette période de tensions à modifier durablement les flux du commerce énergétique, la diversification des routes d'exportation et les stratégies d'approvisionnement des importateurs ; une question dont la réponse dépendra largement de l'intensité et de la durée des risques géopolitiques dans ce passage stratégique, ainsi que des réactions des décideurs aux niveaux régional et international.

Organisation des Nations unies

La hausse des prix de l'énergie a généré des profits considérables pour les entreprises du secteur énergétique, mais elle a également accentué la pression des coûts sur les ménages et les entreprises. L'impact le plus sévère a été observé en Asie occidentale, où la croissance devrait passer de 3,6 % en 2025 à 1,4 % en 2026.



8. Efforts diplomatiques

Nouvelle rencontre entre le ministre de l'Intérieur du Pakistan et le ministre iranien des Affaires étrangères pour examiner les propositions

Mohsen Naqvi a tenu une nouvelle réunion avec Abbas Araghchi afin d'examiner les propositions visant à résoudre les différends.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et de l'Autriche

Seyed Abbas Araghchi et Beate Meinl-Reisinger se sont entretenus jeudi soir par téléphone au sujet des dernières évolutions ainsi que des questions liées à la diplomatie et aux relations bilatérales.



Entretien téléphonique entre les ministres des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran et du Japon

Seyed Abbas Araghchi et Toshimitsu Motegi se sont entretenus ce vendredi par téléphone au sujet des questions bilatérales ainsi que des derniers développements régionaux et internationaux.



Le chef de l'armée pakistanaise, Asim Munir, est arrivé à Téhéran

Le maréchal Asim Munir, commandant de l'armée pakistanaise, est arrivé à Téhéran dans le cadre des efforts de médiation en cours. À son arrivée, il a été accueilli par Eskandar Momeni, ministre iranien de l'Intérieur. Mohsen Naqvi, ministre pakistanais de l'Intérieur, était également présent lors de cette cérémonie d'accueil.



9. Présence massive et continue de la population

Les habitants de province de Chaharmahal-et-Bakhtiari au Ravaq Keshvardoust (Le lieu de martyr du Guide suprême)



Rassemblement nocturne de la population de Birjand



Rassemblement populaire à Gorgan



Rassemblement nocturne de la population de Téhéran



Début de la vie commune de couples de Tabriz lors du rassemblement populaire nocturne organisé à l'occasion de l'anniversaire du mariage béni de l'Imam Ali (que la paix soit sur lui) et de Hazrat Fatemeh Zahra (que la paix soit sur elle).



Service de la diplomatie publique

Ambassade de la R. I. d'Iran en France